

CONCOURS DE RECRUTEMENT DE PROFESSEURS DES ECOLES

Epreuve d'admission 2ème épreuve orale : mise en situation professionnelle

SUJET N°31

Durée : 45 minutes (exposé n'excédant pas 15 minutes suivi de 30 minutes d'entretien)

Thème : La formation du citoyen au cœur des programmes de l'Ecole

Dossier

Texte 1 : Dominique Schnapper, La citoyenneté, Encyclopedia Universalis, version 2001 (extraits)

Texte 2 : Mona Ozouf, Histoire et instruction civique dans Colloque national sur l'histoire et son enseignement, Montpellier, CNDP juin 1984

Texte 3 : L'Ecole comme lieu de formation civique et éthique, Rapport de la concertation, Refondons l'Ecole, octobre 2012

Texte 4 (a) et (b) : Articles « Egalité » et « Egalité des chances » dans le Guide républicain, l'idée républicaine aujourd'hui, Scéren /Delagrave 2004

Texte 5 (a): Programmes d'instruction civique et morale du cycle 3, BOEN HS n° 3 du 19 juin 2008

Texte 5 (b) : Progressions pour le cours élémentaire deuxième année et le cours moyen en Instruction civique et morale, BOEN janvier 2012 (introduction)

Questions posées au candidat :

- A partir des documents fournis, sur quelles valeurs se fonde la formation du citoyen à l'école ?
- Quelles questions doit se poser l'enseignant lorsqu'il veut enseigner ce sujet aux enfants de l'école primaire ?
- Proposer quelques situations sur lesquelles l'enseignant de cycle 3 peut s'appuyer pour aborder l'enseignement de l'instruction civique et morale de manière vivante?

Texte 1 : Dominique Schnapper, *La citoyenneté, Encyclopedia Universalis, version 2001 (extraits)*

« Le citoyen n'est pas un individu concret (...) Le citoyen n'est pas seulement un sujet de droit. Il est détenteur d'une part de la souveraineté politique. C'est l'ensemble des citoyens, constitués en collectivité politique ou en "communauté de citoyens", qui, par l'élection, choisit les gouvernants. C'est l'ensemble des citoyens qui est à la source du pouvoir et qui justifie que les décisions prises par les gouvernants sont exécutées. C'est l'ensemble des citoyens qui contrôle et sanctionne l'action des gouvernants issus de l'élection (...)

Vivre ensemble, ce n'est plus partager la même religion ou être, ensemble, sujets du même monarque ou être soumis à la même autorité, c'est être citoyens de la même organisation politique (...) Il se crée de nouvelles formes de relations entre les hommes. La légitimité s'est fragmentée sous l'effet de l'individualisme. Le dialogue et le compromis sont devenus le fondement des relations sociales. (...)

Comment conjuguer la citoyenneté nationale et la citoyenneté européenne ? La citoyenneté européenne peut-elle n'être que l'élargissement à l'Europe de la citoyenneté nationale ou doit-elle être de nature différente ? C'est tout l'effort, mené en particulier par Jürgen Habermas (1990), pour penser une citoyenneté européenne, fondée sur l'adhésion à l'Etat de droit et aux droits de l'homme ("le patriotisme constitutionnel"), qui soit détachée de l'adhésion à une culture, une langue et une histoire nationale. »

Texte 2 : Mona Ozouf, Histoire et instruction civique dans *Colloque national sur l'histoire et son enseignement, Montpellier, CNDP juin 1984* (extraits)

Histoire et instruction civique : la démarche la plus simple consiste à les prendre comme deux disciplines distinctes dont il s'agit de repérer les objets et de tracer les bornages. Recherche qui a été souvent entreprise depuis trente ans, notamment à travers les colonnes d'*Historiens et Géographes* : on y décrit parfois l'instruction civique comme une contrée lointaine un peu brumeuse, qui vitote sous le protectorat de l'histoire ; parfois aussi on lui accorde l'autonomie : elle peut alors revendiquer des horaires, des programmes, des professeurs bien à elle (...)

Dans notre mémoire collective, l'instruction civique a un âge d'or, la IIIe République (...) C'est avec l'autorité souveraine de la loi de 1882 que l'instruction civique entre dans notre enseignement public : « *l'enseignement primaire comprend : l'instruction morale et civique, la lecture, la géographie, particulièrement celle de la France ; l'histoire particulièrement celle de la France* » (...)

On comprend quels doivent être les liens entre l'instruction civique et l'histoire. Dans la pédagogie du citoyen, l'histoire nationale tient le premier des rôles : d'une part parce qu'une histoire conçue comme l'emblème des conquêtes matérielles et intellectuelles de l'humanité entretient une connivence naturelle avec une instruction civique portée par l'idée du progrès ; d'autre part parce que l'histoire nationale est la seule capable de fournir les preuves de l'ancienneté et de la solidité du lien collectif qui réclame une pédagogie de l'empreinte : « *Les maîtres, disent les instructions de 1883, n'oublieront pas que c'est surtout par l'étude de l'histoire nationale qu'ils arriveront à produire sur l'esprit et le cœur de leurs élèves une impression forte et durable.* » (...)

En posant la reconnaissance de l'autre comme base à l'instruction civique, on échappe au relativisme : la revendication de l'autre à la reconnaissance peut en effet s'interpréter comme demande d'égalité ou comme demande de diversité, souvent très difficiles à démêler l'une de l'autre. On peut le dire des revendications féminines comme des revendications régionales, des minorités ethniques, culturelles ou religieuses (...)

Pédagogie de la sortie de soi-même, l'enseignement historique est, en lui-même, une pédagogie de la liberté. L'enseignement civique n'a de sens que s'il donne à l'enfant la chance d'une action réfléchie, d'une action dans l'histoire (...)

Texte 3 : L'Ecole comme lieu de formation civique et éthique, *Rapport de la concertation, Refondons l'Ecole, Octobre 2012*

L'Ecole pour instituer le lien civique

« L'école laïque a reçu des mains de ses fondateurs la mission de consolider la République, en transmettant ses valeurs et en formant des citoyens. Elle n'est certes pas, comme l'ont appelé les membres de l'atelier sur la citoyenneté, à proprement parler un espace politique, et encore moins une démocratie, du fait des rapports d'éducation par nature dissymétriques, qui la caractérisent. Mais il s'agit bien d'un espace pré-civique, un lieu où l'on se prépare, activement, à devenir des citoyens. Cette dimension est évidemment prise en compte dans les programmes d'instruction civique, matière qui dispose en France ce n'est pas le cas partout- d'horaires dédiés et de manuels. L'apprentissage de la citoyenneté ne se résume pas à l'acquisition, nécessaire, de connaissances sur le système politique et institutionnel. Pour « exercer de manière lucide et raisonnée la part de souveraineté qui lui est dévolue¹ », le citoyen doit avoir appris à s'informer sur des sujets politiques, à juger du point de vue de l'intérêt général, à avoir le souci du bien commun, de la justice et de l'égalité, à argumenter et à débattre, à assumer des responsabilités collectives. Ces compétences civiques s'acquièrent notamment par la participation aux instances représentatives et/ou à la vie associative de son établissement. Mais, comme cela a été maintes fois souligné, la mise en situation des élèves doit être accrue, d'une part en redynamisant des structures aujourd'hui peu investies (conseil de la vie lycéenne) et d'autre part en développant des projets citoyens collaboratifs, leur permettant aussi de s'ouvrir à la vie politique et associative extérieure aux établissements ».

Apprendre à vivre ensemble

« Etre citoyen, c'est vivre ensemble. Or, l'école française, en son sein comme dans son rapport avec ses partenaires du monde extérieur (collectivités territoriales, associations, entreprises) a encore du mal à gérer les différences de tous ordres : diversités culturelles et religieuses résultant de l'intégration de populations immigrées, bien sûr, mais aussi situations de handicap, normes sociales divergentes sur le mode de la cohabitation conflictuelle que du partage et de l'enrichissement mutuel que se vit à l'Ecole le rapport à l'autre.

Ce problème n'est pas, n'en déplaie aux esprits chagrins, une nouveauté en France. Aux premières heures de la IIIe République, l'Ecole ne fut-elle pas confrontée à l'assimilation des cultures régionales, à l'imposition de la langue française à des enfants qui étaient loin de la maîtriser et de même de la parler à la maison ? Chaque enfant -mais aussi chaque enseignant- fut sommé d'abandonner sa culture régionale, familiale ou étrangère et sa singularité aux portes des établissements scolaires qui ne toléraient pas l'écart à l'égard de la norme. Qu'on le déplore ou non, cette posture de l'institution scolaire n'est plus envisageable dans la société du XXIe siècle. Il s'agit désormais de construire, comme l'atelier « citoyenneté et vie scolaire » l'a appelé, « un pluralisme raisonnable » dans le cadre d'un ensemble de valeurs communes, fortes et structurantes, références centrales de la communauté nationale –au premier rang desquelles figure la laïcité. Cette question est d'ailleurs l'objet de la mission sur la morale laïque mise en place par le ministère.

Mais pour que ces valeurs, ces normes communes, soient appropriées par tous, la construction du collectif ne peut être exclusivement fondée sur l'imposition par le haut de normes standardisées. De nouvelles formes de solidarité horizontale interpersonnelle fondées sur l'échange, l'entraide, la coopération, le respect de l'autre doivent être mobilisées pour construire du lien social, éviter les frictions, et amener chacun à se ranger aux références qui fondent le bien commun. Dans l'enceinte de l'Ecole, cela doit notamment se traduire par la multiplication des dispositifs permettant de créer des relations interpersonnelles horizontales entre tous les acteurs de l'école (travail de groupe sur projet

¹ Rapport citoyenneté et vie scolaire

chez les élèves, tutorat entre élèves, échanges d'expérience entre enseignants, développement de collaborations entre l'Education nationale et ses partenaires extérieurs, collectivités territoriales, parents...) C'est par ce type de méthodes, bien davantage que par des cours magistraux, que l'Ecole peut, par exemple, lutter contre les stéréotypes racistes, sexistes ou homophobes et apprendre aux élèves à refuser tous les types de discrimination. »

Texte 4 (a) et (b) : Articles « Egalité » et « Egalité des chances » dans le Guide républicain, l'idée républicaine aujourd'hui, Scéren /Delagrave 2004

Texte 4 (a) Egalité, Alain Etchegoyen

« Evidemment, nous ne sommes pas égaux naturellement : nous avons des tailles inégales, des poids inégaux, des talents inégaux, des forces physiques inégales. Nous ne pouvons pas tous être champion olympique ou prix Nobel. Une des merveilles de l'humanité réside dans les différences qui font que nous reconnaissons chaque femme et chaque homme comme une personne différente de toutes les autres personnes. La République ne nie pas cette réalité, ni ne veut supprimer les différences entre chaque homme et chaque femme. Mais elle leur reconnaît la même dignité et veut organiser la société pour que chacun ait les mêmes droits c'est-à-dire des droits égaux quelles que soient sa taille, sa force ou son intelligence. C'est le rôle de la Loi qui s'applique de façon égale à toutes les femmes et à tous les hommes de la République.

C'est pourquoi l'égalité est un des trois éléments de la grande formule républicaine inscrite aux frontons de nombreux établissements de la République : « Liberté, Egalité, Fraternité ». Cette formule est tellement connue qu'elle s'est banalisée. On ne lui prête plus une attention suffisante ... Pourtant, quand on veut tuer la République, on la supprime. Tel fut le cas en 1940 quand Pétain remplaça la belle formule par une autre : « Travail, Famille, Patrie » Il le fit pour faire de la hiérarchie le fondement de son idéologie : le modèle du père remplace la référence au frère, à l'égal : à cette époque, le travail c'est la sujétion au patron, la famille la sujétion au père et la patrie propose une même étymologie. Le citoyen doit toujours être soumis à plus fort que lui. Bien sûr, même aujourd'hui, personne ne s'oppose violemment aux valeurs du travail, de la famille ou de la patrie prises une par une. Mais c'est l'association des trois valeurs pour remplacer les trois références républicaines qui lui donne ce sens antirépublicain et dictatorial.

Autrement dit, l'égalité est, dans la formule républicaine, indissociable des deux autres termes, liberté et fraternité. Il n'y a pas de véritable liberté sans égalité, il n'y a pas de fraternité possible sans égalité. Et réciproquement : l'égalité ne doit contredire ni la liberté, ni la fraternité. Par exemple une liberté n'a de sens que si chaque citoyen peut effectivement l'exercer. Que vaut la liberté, pour tous, de voyager, si seuls quelques-uns ont les moyens financiers de voyager ? Que vaut la liberté, pour tous, d'aller au cinéma, si seuls des privilégiés peuvent se payer le ticket nécessaire ?

C'est pourquoi, la République essaie de réduire les inégalités naturelles en prenant par exemple des mesures spéciales pour que les handicapés physiques aient le même accès aux lieux qu'ils ont envie de fréquenter. L'égalité est un idéal et un programme : elle n'est jamais acquise. Elle signifie que la république doit toujours progresser dans le sens de l'égalité. Elle doit par exemple faire en sorte que les hommes ne dominent pas les femmes, que les forts n'écrasent pas les faibles, que les dirigeants respectent les dirigés. Elle doit lutter contre les égoïsmes qui poussent certaines personnes à profiter des inégalités naturelles. En même temps, elle doit ne pas brimer la liberté de ceux qui travaillent ou se dépensent plus que les autres à l'école ou dans leur profession. Dans la République, les femmes et les hommes doivent avoir des droits égaux, quelles que soient leurs inégalités naturelles. Mais le sens de l'égalité implique que soient reconnus les efforts inégaux que font les uns et les autres. »

3/5

Texte 4 (b) André Comte- Sponville, L'égalité des chances

« La chance, dès lors qu'elle se manifeste, est toujours inégale. Voyez le loto, la santé, la beauté.... Si tout le monde gagnait le gros lot, le Loto ne serait plus un jeu de hasard : ce ne serait plus chance mais justice. Pourquoi, alors, parler d'égalité des chances ? Parce que tous les joueurs ont autant de chances, à mise égale, de gagner : ils sont égaux devant le

résultat à venir. Le calcul des probabilités l'annonce. La règle du jeu le garantit. Des huissiers y veillent. Cela nous met sur la voie. L'égalité des chances ne peut pas dépendre de la chance. C'est dire qu'elle dépend de nous, qu'elle doit être voulue, organisée, vérifiée-instituée. Elle relève non de la chance mais de la justice. Non de la nature, mais de la société. Non du hasard, mais de la politique et des lois. Ce n'est en cela qu'une égalité comme les autres : une égalité en droits, pour compenser les inégalités de fait, qui sont innombrables. Cela ne la condamne pas. C'est au contraire ce qui la rend indispensable. Ne comptons pas sur le hasard pour être juste à notre place.

Comment être égaux, face à ce qui est, par définition inégal ? En donnant à chacun le droit, au même titre que tout autre, de tenter sa chance, de profiter pleinement de celles qu'il a, de compenser, autant que faire se peut, celles qui lui font défaut. Par exemple, il n'y a pas de droit au génie : le génie, étant l'exception, ne saurait être également réparti. Affaire de chance. Mais chacun, génie ou pas, doit avoir un droit égal à exploiter les talents inégaux qui sont les siens. Affaire de justice. On ne saurait accepter qu'un enfant, parce que ses parents sont trop pauvres ou trop peu cultivés, soit empêché de développer au mieux ses capacités, d'aller au bout de ses dons, de son courage, de son travail, enfin de réussir non pas forcément aussi bien que les autres, ce n'est pas la question, mais aussi bien que lui-même avec les mêmes capacités mais issu d'un milieu différent, aurait pu réussir. Bref, il s'agit de compenser, spécialement à l'école, les inégalités que la nature, la société et même la culture ne cessent d'engendrer ou d'entretenir. L'égalité des chances, c'est le droit de ne pas dépendre exclusivement de la chance, ni de la malchance. C'est le droit égal, pour chacun, de faire ses preuves, d'exploiter ses talents, de surmonter, au moins partiellement, ses faiblesses. C'est le droit de réussir autant qu'on le peut et qu'on le mérite. C'est le droit de ne pas rester prisonnier de son origine, de son milieu, de son statut. C'est l'égalité, mais actuelle, face à l'avenir. C'est le droit d'être libre, en se donnant les moyens de le devenir. C'est comme une justice anticipée, et anticipatrice : c'est protéger l'avenir, autant que faire se peut, contre les injustices du passé, et même du présent. On n'y parvient jamais tout à fait. Raison de plus pour s'efforcer toujours de s'en approcher. »